

L'amélioration de l'économie agroalimentaire est liée au mieux-être des Canadiens, selon un nouveau rapport de l'ICPA

OTTAWA, 18 août 2009 — Le rapport *Favoriser la convergence : Vers une stratégie intégrée en matière de santé et d'agroalimentaire pour le Canada*, commandé par l'Institut canadien de politiques agroalimentaires (ICPA), fait valoir l'importance de coordonner les politiques canadiennes en matière d'agriculture et de santé.



« Le Canada fait face à une hausse des maladies liées à l'alimentation et à une crise du revenu agricole, engendrées par des défis très différents », souligne la Dre Laurette Dubé, professeure, présidente fondatrice et directrice scientifique de la Plateforme mondiale de McGill sur la convergence entre la santé et l'économie. « Mais, de plus en plus, on s'aperçoit que la solution réside dans la convergence des politiques en santé et en agriculture. »

Les taux d'obésité montent en flèche. Les maladies chroniques liées à l'alimentation entraînent des augmentations d'incidence de cancer, de maladies cardiovasculaires et de diabète. Le coût des soins de santé continue également de grimper. En effet, les coûts directs des maladies chroniques accaparent les deux tiers du budget en santé.

Dans le secteur de l'agriculture, l'aide gouvernementale versée sous forme de programmes aux producteurs agricoles dépasse parfois le revenu agricole net. Quoique le revenu agricole varie dans l'ensemble de ce secteur d'activité et qu'il fluctue d'une année à l'autre (par exemple en raison du prix des denrées), le soutien gouvernemental, lui, demeure constant et substantiel. En 2005, les sommes versées sous forme de programmes de soutien ont atteint 5 milliards de dollars.

« En travaillant de concert, l'industrie agroalimentaire et le système de soins de la santé peuvent simultanément améliorer la santé de la population canadienne, réduire les dépenses de soins de santé, stimuler l'innovation en agroalimentaire et améliorer la viabilité économique de l'industrie agroalimentaire », affirme le Dr David Sparling, président de l'Institut des politiques agroalimentaires innovatrices de la Richard Ivey School of Business, qui a préparé une version abrégée du rapport pour l'ICPA.

Le rapport reconnaît que les gouvernements prennent des initiatives pour relever ces défis, mais souligne aussi le besoin d'apporter des changements, par exemple d'accroître l'investissement de la part du secteur public dans la recherche et le développement en matière d'alimentation, d'améliorer le milieu réglementaire, d'aller de l'avant avec les allégations santé sur les aliments et de promouvoir la traçabilité des aliments. De plus, le rapport propose l'idée d'un " régime alimentaire canadien " pour informer la population au sujet des bienfaits des produits agricoles et agroalimentaires canadiens pour la santé.

Aussi, le rapport avance que le secteur agricole et agroalimentaire aurait avantage à répondre au défi des soins de santé et aux changements d'habitudes alimentaires des consommateurs. Ces stratégies stimuleront les exportations et la demande interne d'aliments sains.

Le rapport a été préparé pour l'ICPA par la Plateforme mondiale de McGill sur la convergence entre la santé et l'économie et rédigé par la Dre Laurette Dubé, Paul Thomassin et Janet Beauvais.

« Le message destiné aux décideurs politiques est clair, » déclare David McInnes, président et chef de la direction de l'ICPA. « Il est impératif de mettre sur pied un cadre stratégique coordonné et efficace en matière de santé et d'agriculture. C'est grâce à ce cadre que les producteurs agricoles, l'industrie et les chercheurs, entre autres, pourront bénéficier des effets de la convergence. » L'ICPA envisage de poursuivre les recherches pour faire progresser le concept d'une stratégie intégrée en matière de santé et d'agroalimentaire pour le Canada.

L'Institut canadien de politiques agroalimentaires est un forum de politiques indépendant et impartial, qui œuvre à la pérennité du secteur agricole et agroalimentaire canadien. L'ICPA se veut un catalyseur. Il cerne les nouveaux enjeux, favorise les échanges et propose des solutions novatrices aux intervenants tout au long de la chaîne de valeur agricole et agroalimentaire et au sein du secteur universitaire, des instituts de recherche, des gouvernements et d'autres secteurs canadiens. Situé à Ottawa, l'ICPA a été créé en 2004 par le gouvernement fédéral à titre de société sans but lucratif et ses activités sont dirigées par un conseil d'administration et un comité consultatif diversifiés.